

Puisqu'il n'existe pas de plan d'intervention, le ministre pourrait-il nous dire s'il envisage de retarder les opérations de forage jusqu'à ce qu'on en ait mis un au point et peut-il nous dire s'il pourrait faire retirer de la circulation cette brochure extrêmement fallacieuse?

M. Munro (Hamilton-Est): Madame le Président, je ne vois pas l'utilité de retirer cette brochure de la circulation, car elle a déjà été très largement diffusée. Je tiens à préciser au député qu'on m'a affirmé que, grâce aux précautions qui ont été prises cette année, les risques sont extrêmement réduits et que même avec les moyens techniques anciens, ils sont de toute façon si infimes qu'il n'est pas dangereux, à mon avis, de poursuivre les activités de forage. Je ne me sens donc pas autorisé à m'opposer à ce qui doit être fait.

* * *

L'ÉNERGIE

LES PLANS DU GOUVERNEMENT POUR PALLIER AU COÛT DU PÉTROLE IMPORTÉ

L'hon. John C. Crosbie (Saint-Jean-Ouest): Madame le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre et ministre des Finances et a trait au prix du pétrole importé. Depuis quelques semaines, le prix moyen du pétrole importé livré à Montréal atteint \$35 le baril. Mais voici qu'il va augmenter encore de \$2 le baril, l'Arabie saoudite ayant haussé ses prix d'autant. Au moment du dernier budget, soit le 11 décembre, il coûtait \$25.75 le baril. Le ministre nous a dit, il y a quelques semaines, que les subventions à l'importation du pétrole s'élèveraient à 3.1 milliards de dollars.

Peut-il maintenant dire à la Chambre comment il compte assumer cette charge supplémentaire? Fera-t-il vraiment face au problème ou permettra-t-il tout simplement au déficit de dépasser les 14 milliards? S'il compte emprunter davantage, peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'il n'aura pas de difficulté à le faire, à un moment où le gouvernement doit rembourser des sommes énormes aux gens qui se défont de leurs obligations d'épargne du Canada? Ces sommes ont atteint 1.1 milliard de dollars depuis le 1^{er} avril. Comment le ministre compte-t-il, dans ces conditions, affronter ce problème de subventions accrues?

L'hon. Allan J. MacEachen (vice-premier ministre et ministre des Finances): Madame le Président, d'après mes renseignements, nous n'aurons pas de difficulté à obtenir les emprunts dont le gouvernement du Canada pourra avoir besoin. Je n'ai certes pas l'intention, comme je l'ai d'ailleurs affirmé le 21 avril, de laisser le déficit croître dans des proportions démesurées. Lorsque nous présenterons notre budget...

Des voix: Oh, oh!

Une voix: Le déficit est déjà démesuré.

Questions orales

M. MacEachen: Lorsque nous présenterons notre budget, le député aura alors une vue d'ensemble des dépenses et des mesures fiscales envisagées.

M. Crosbie: Madame le Président, le ministre vient certainement de nous donner une vraie réponse de Normand puisque, en réalité, il ne nous a rien dit. Il a bel et bien dit «lorsque le budget sera présenté»...

Une voix: Donnez-nous une date.

M. Crosbie: Le ministre a dit à la presse—d'ailleurs, il ne dit rien à personne d'autre—que:

«Un budget pourrait ne pas tenir si aucune entente n'était conclue et cela pourrait être très embarrassant», selon MacEachen...

Vous m'excuserez de prononcer votre nom, monsieur.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: L'article ajoute:

... en annonçant qu'il n'y aurait pas de nouveau budget d'ici l'automne.

Le ministre a-t-il vraiment l'intention de ne pas présenter de nouveau budget avant l'automne et en présentera-t-il un même si aucune entente sur le prix du pétrole n'est conclue d'ici là?

M. MacEachen: Madame le Président, j'ai bien sûr l'intention de présenter un budget. J'espère le faire avant l'automne, mais il est fort possible qu'il faille attendre à l'automne, comme le député le sait.

Des voix: Non.

M. Crosbie: Madame le Président, c'est le premier renseignement ferme que le ministre communique à la Chambre depuis le début de la session. Nous savons maintenant que cette année il y aura un automne.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Nous en avons eu un l'automne dernier aussi.

Des voix: Oh, oh!

M. Crosbie: Le budget d'automne de l'automne dernier prévoyait d'imposer aux industries pétrolières et gazières une taxe spéciale à l'énergie dont le produit devait servir exclusivement à financer des projets énergétiques. Le ministre peut-il nous dire si le budget qui doit être présenté à l'automne, ou à toute autre période de l'année qui correspond à l'automne cette année, prévoira l'imposition d'une taxe spéciale sur les industries du pétrole et du gaz et si le produit de cette taxe sera affecté exclusivement à des projets énergétiques et à rien d'autre?

• (1430)

M. MacEachen: Madame le Président, je remercie le député de m'aider à la préparation du budget qui sera difficile et qui, je l'espère, ne connaîtra pas le sort ignoble qu'a connu le sien. Néanmoins, je le remercie et je lui demande de patienter jusqu'à ce que le budget soit présenté; nous connaissons alors la réponse à toutes ces questions et tout sera dans l'ordre.

Une voix: Cela augure mal.

Des voix: Bravo!